

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

COMMUNE DE ROQUEVAIRE

ENQUETE PUBLIQUE DU 7 NOVEMBRE 2016 AU 8 DECEMBRE 2016

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE DE FORET SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE ROQUEVAIRE

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR



Arrêté préfectoral portant ouverture et organisation de l'enquête en date du 29 septembre 2016

Projet présenté par la DDTM 13 Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône – 16 rue Antoine Zattara – 13002 Marseille

Nourdine ASSAS – COMISSAIRE ENQUETEUR

II^e PARTIE :

**Enquête publique concernant le projet de PPRIF sur le territoire de la commune de
Roquevaire du 7 novembre 2016 au 8 décembre 2016**

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

DECISION E 16000 103/13 DU 26/08/2016 DU T.A.M.

ARRETE PREFECTORAL DU 29/09/2016

PREAMBULE

Le département des BDR est une zone très sensible aux feux de forêts. Excepté la bande littorale et sur des profondeurs très variables, l'espace est relativement boisé. Ces zones sont souvent urbanisées et donc encore plus vulnérables en terme de sécurité des biens et des personnes. L'élaboration des PPRIF est menée à l'échelon départemental et un Plan de Prévention est établi pour chaque commune. Compte tenu des enjeux et des secteurs plus propices aux incendies de forêt dans le département des BDR, la mise en œuvre des PPRIF a débuté par les secteurs du département, les plus exposés en termes de risques encourus. Progressivement et en fonction des capacités d'élaboration des plans par les services de l'Etat, les plans ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration pour les communes du département.

La superficie des espaces naturels sensibles au feu de forêt dans le département des Bouches-du-Rhône est de 171 530 ha, soit 33,7 % de la surface du département. La plupart des massifs présente une forte sensibilité au risque feu de forêt de par le caractère méditerranéen de leur végétation et de par la forte influence du Mistral dans le département.

Des statistiques des feux de forêt sont disponibles depuis 1973 grâce à la base de données publique Prométhée (www.promethee.com). Ainsi, la superficie moyenne annuelle parcourue par un incendie dans les **Bouches-du-Rhône** entre 1973 et 2015 est de 1963 hectares pour 219 feux. Au total 84 395 hectares ont été détruits. Ces valeurs moyennes ne doivent pas occulter certains épisodes particulièrement marquants au cours desquels ces statistiques ont été largement dépassées. Cela a notamment été le cas en 1979 (13 195 ha et 407 feux) et en 1989 (14 081 ha et 323 feux). Les résultats de la période 2000-2015 s'élèvent à une surface moyenne de 983 ha/an pour 201 feux. On peut donc considérer que la politique de prévention et d'attaque des feux naissants conduite dans le département présente une efficacité réelle : à nombre de départs de feux équivalent, la surface moyenne des feux a diminué.

Depuis 1973, date de la mise en place du fichier de suivi des feux Prométhée en PACA, dans les BDR, les incendies recensés sur la commune de **Roquevaire ont détruit près de 1000 ha.**

Quatre vingt onze départs de feux ont été comptabilisés entre 1973 et 2015 sur le territoire de la commune de Roquevaire parcourant une surface de 670ha. En comptabilisant les feux venant d'autres communes limitrophes (Auriol, Gémenos,...), ce sont environ 1000ha qui ont brûlé soit près de 60% du territoire communal. En moyenne, depuis 43 ans, on dénombre donc 2 feux/an et une surface détruite de 16ha. Le principal feu ayant impacté la commune est celui du 7 juillet 1982 ; il a détruit à lui seul près de 580ha de forêt. Les derniers feux importants ont eu lieu en 2001 (30ha) et en 2008 (15ha).

Il apparait donc urgent de maîtriser avant tout les départs d'incendies sur la commune et surtout de pouvoir agir très rapidement en cas de départ de feu. On constate qu'une intervention dans les premiers instants de l'incendie avec les moyens appropriés permet de circonscrire le feu rapidement. Quand le feu a pris de l'ampleur, les secours deviennent plus difficiles à mettre en place et l'incendie se propage plus rapidement. C'est pour toutes ces raisons que les PPRIF ont été instaurés par la loi du 27 juillet 1987 et que le PPRIF de Roquevaire a été prescrit par arrêté préfectoral en date du 29/09/2016 (annexe 1). La mise en œuvre de la politique de DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie) est ancienne. Cette politique a été complétée au fil des ans par différents outils élaborés à la suite des retours d'expérience successifs qui ont suivi les années à grands feux :

- la mise en place des dispositifs de surveillance (patrouilles forestières en particulier) et le développement du débroussaillage des ouvrages de DFCI prévue par la circulaire de 1980,
- le débroussaillage obligatoire en vue de la protection des habitations par la loi forestière de 1985, réactualisée à de nombreuses reprises (1992) puis par la loi d'orientation forestière de 2001.

I. LES PRINCIPAUX OBJECTIFS D'UN PPRIF

L'objectif du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) est de préserver les vies humaines, de limiter le coût des dommages aux biens, en réduisant autant que possible la vulnérabilité des personnes et des biens exposés et en évitant l'aggravation des risques existants. La **loi n° 95-101 du 2 février 1995** modifiant la **loi n° 87-565 du 22 juillet 1987** a renforcé la prise en compte des risques majeurs en instituant les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles dont l'incendie de forêt. Ces lois sont codifiées dans le **Code de l'environnement** par les **articles L. 562-1 à L. 562-9**

1° De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées au risque mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

En conclusion, la prévention à travers la maîtrise de l'urbanisation est le moyen privilégié pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Le risque incendie de forêt, au même titre que les autres risques, doit être obligatoirement pris en compte dans les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, carte communale). Dans les zones pouvant être soumises aux incendies, ces outils permettent de refuser ou d'accepter, sous certaines conditions, un permis de construire. Les services de l'Etat ont un rôle de conseil et d'information notamment à travers le Porté A Connaissance (PAC). Dans les secteurs les plus exposés, le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) est l'outil adapté. Il est prescrit et élaboré par l'Etat. Le PPR incendie de forêt (PPRIF) fait connaître les zones à risques. Il régit les constructions nouvelles pouvant aller jusqu'à les interdire si les conditions le justifient. Il établit des mesures pour les constructions existantes dans le but d'en diminuer la vulnérabilité (résistance au feu des matériaux utilisés). Il définit des mesures particulières de défrichement, de voirie et d'hydrant (poteau incendie ou citerne).

II. CONTENU DU PPRIF DE ROQUEVAIRE

Le rapport de présentation indique le contexte de l'étude, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état de leur connaissance. Ce rapport indique les principes d'élaboration du PPRIF et expose les motifs du règlement. Il explicite le cheminement permettant d'aboutir au plan de zonage réglementaire. Il peut être complété par des documents cartographiques (cartes de l'aléa feu de forêt, des enjeux communaux et des moyens de protection contre l'incendie).

Le plan de zonage réglementaire

Les critères permettant de réaliser le zonage réglementaire ont été établis par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône au sein d'un groupe de travail associant les bureaux d'études et les services de secours.

L'échelle des zones à risques est schématisée ainsi :

Les échanges avec la commune permettent de recueillir des informations sur les aménagements. Une expertise de terrain est réalisée avec les services de la commune et les services de secours afin de prendre en compte les spécificités locales. Cette deuxième étape aboutit à la carte de zonage affiné

Basé sur le même modèle que la carte des enjeux et des moyens de protection, le plan de zonage réglementaire a également été représenté sur un fond cadastral au 1 / 10 000ème. Le zonage étant lié au niveau de l'aléa, une même parcelle peut être concernée par plusieurs zones. De ce fait et pour tenir compte au mieux de la situation existante, il a été décidé de ne pas attribuer à une parcelle le zonage majoritairement présent sur celle-ci. Ainsi, une même parcelle peut être répartie entre plusieurs zones, en fonction du niveau de l'aléa.

La cartographie de cet aléa s'appuie sur l'analyse puis le croisement de ces deux composantes respectives : intensité et occurrence du phénomène.

L'élaboration de la cartographie de l'intensité du phénomène s'appuie sur l'étude et l'analyse de plusieurs paramètres (végétation, combustible, vent et topographie) et à la synthèse résultante. La méthodologie d'élaboration des données puis des cartes est présentée ci-après.

Il convient de rappeler que l'étude a été menée sur un ensemble de 19 communes entourant Marseille et notamment Roquevaire.

Les formations végétales ont été transcrites et regroupées en types de combustibles. Les types combustibles disposent de caractéristiques relativement homogènes concernant leur réaction et comportement au feu (inflammabilité et combustibilité).

Après réalisation de ces études :

- ♦ 2385 ha combustibles ont été cartographiés sur les 2400 ha du territoire communal, dont 1441 ha très combustibles ;

- ♦ 15 types de formations végétales combustibles ont été identifiés par élargissement de la nomenclature IFN initiale. Dans ces 15 types de combustible, 8 correspondent à des milieux naturels peu anthropisés, 7 correspondent à des zones agricoles ou urbanisées. 1 type a été considéré comme non combustible et 2 types sont très faiblement combustibles : zone cultivées, zones urbaines denses.

Le plan de prévention des risques comprend les zones suivantes :

Une zone rouge dénommée « zone R » exposée à un aléa d'incendie de forêt fort à exceptionnel, dans laquelle l'ampleur des phénomènes ne permet pas de défendre les biens exposés au risque. Des secteurs exposés à un aléa moyen que leur position dans le massif rend non défendables y sont inclus. Il en va de même des zones exposées à un aléa moyen mais non urbanisées et ne faisant pas l'objet d'un projet d'urbanisation à moyen terme.

En zone rouge, le principe est la mise en sécurité des constructions et activités existantes et l'interdiction de toute construction ou activité nouvelle.

Une zone bleue dénommée « zone B1 » qui comprend :

- des zones exposées à un aléa d'incendie de forêt moyen à fort, dans lesquelles la défendabilité est adaptée au niveau de risque ou est susceptible d'être assurée dans des conditions techniques et économiques viables ;

- des zones d'aléa plus faible non directement face au massif mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver les risques existants ou provoquer de nouveaux risques, notamment générer un aléa induit.

En zone B1, l'urbanisation est possible sous conditions de densité de l'urbanisation et de réalisation d'équipements de protection (voirie, points d'eau incendie...) préalablement à la réalisation d'opérations groupées.

Une zone bleue dénommée « zone B2 » qui comprend :

- Des zones exposées à un aléa moyen et dans lesquelles la défendabilité est adaptée au niveau de risque ou est susceptible d'être améliorée dans des conditions techniques et économiques viables ;

- Des zones d'aléa plus faible non directement face au massif mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver le risque existant ou provoquer un nouveau risque. Il s'agit notamment de zones non urbanisées dans lesquelles des constructions ou des activités pourraient générer ou accroître le niveau de l'aléa induit.

En zone B2, l'urbanisation est possible sous des formes variées et sous réserve de mesures de prévention, tant individuelles que collectives, adaptées au niveau de risque.

Une zone bleue dénommée « zone B3 » exposée à un aléa faible.

En zone B3, seules des mesures de protection des bâtiments qui y sont construits sont nécessaires, en complément des équipements de lutte contre les incendies de forêt.

Une zone dénommée « zone blanche » exposée à un risque très faible voire nul.

Cette zone ne fait pas l'objet de prescriptions au titre de la prévention du risque d'incendie de forêt dans le cadre du présent plan.

La mise en application des critères du zonage a été faite après l'organisation de visites de terrain et en association avec les équipes municipales (élus et personnels techniques de la mairie).

Cette carte de zonage délimite les zones dans lesquelles sont définies les **interdictions**, les **prescriptions** réglementaires, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, les **mesures obligatoires** ainsi que les mesures recommandées.

Carte projet zonage PPRIF

Le règlement précise les règles s'appliquant à chaque zone et distingue :

Les interdictions et autorisations de projets nouveaux ;
Les prescriptions sur les projets nouveaux ;
Les prescriptions applicables à l'existant ;
Les mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde applicables dans les zones considérées.
La réglementation des **projets nouveaux** peut consister en des règles d'urbanisme, en des règles de construction, etc..

Le PPRIF peut rendre obligatoire la mise en œuvre de ces deux types de mesures (prévention et protection) en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai maximum de 5 ans.

Portée du PPRIF

Le PPRIF vaut **servitude d'utilité publique opposable** à toute personne publique ou privée. A ce titre, il est obligatoirement **annexé au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)**. En cas de carence, le Préfet peut, après mise en demeure, les annexer d'office (art. L 126-1 du code de l'urbanisme).

Dès lors, le règlement du PPR est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités.

Le PPR s'applique indépendamment des autres dispositions législatives ou réglementaires (Plan d'occupation des sols, Plan local d'urbanisme, code de l'environnement...), qui continuent de s'appliquer par ailleurs dès lors qu'elles ne sont pas en contradiction avec le PPRIF. De fait, **c'est le texte le plus contraignant qui prévaut. Le non-respect des prescriptions du PPRIF est puni** par des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme.

Révision ou modification du PPRIF

Selon l'article R. 562-4-1 du **code de l'environnement**, un plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être révisé totalement ou partiellement selon la même procédure et dans les mêmes conditions que son élaboration initiale.

Il peut également être modifié (loi 2010-788 du 12 juillet 2010 – article 222).

L'approbation du nouveau plan emporte alors abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

Qualification des hydrants

L'objectif est de recenser l'ensemble des moyens en eau utilisables par les services de secours et de les caractériser au regard des règles de fonctionnement propres aux moyens employés pour lutter efficacement contre un feu.

Les hydrants répertoriés sont regroupés en 4 classes :

Classe 3 Poteau incendie normalisé alimenté par réseau d'eau avec canalisation d'au moins 150 mm ou sur réseau maillé 100 mm

Classe 2 Réserve d'eau artificielle à durée limitée d'au moins 120 m³ ou poteau incendie normalisé alimenté par un réseau d'eau en antenne avec canalisation de 100 mm

Classe 1 Réserve d'eau publique de capacité comprise entre 30 et 120 m³ ou poteau incendie fonctionnel, non normalisé

Classe 0 Pas de point d'eau ou point d'eau non utilisable

Ne sont pris en compte que les hydrants publics, présentant la garantie d'une accessibilité en tout temps pour les moyens de secours. Les éventuelles réserves privées, ne sont pas intégrées à ce recensement (cas notamment des piscines).

III. CONCLUSIONS

Sur le déroulement de l'enquête

Après la phase d'association avec la commune de Roquevaire, la phase de concertation publique s'est déroulée de juin à août 2016.

Cette phase de concertation a pour objectif de recueillir les avis des citoyens sur le projet de Plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) qui pourra éventuellement être modifié avant la mise à l'enquête publique prévue à l'automne 2016.

Modalités de la phase de concertation :

Cette étape de la démarche fait suite à la phase d'association avec les collectivités qui a permis d'élaborer le projet de PPRIF, et vise à soumettre le projet à la population avant les phases réglementaires de consultation des POA et d'enquête publique. Il s'agit de recueillir l'avis des personnes concernées par le projet afin d'éventuellement le faire évoluer. Cette étape est également l'occasion d'informer largement le public et d'ainsi préparer l'enquête publique à venir.

Au cours de cette phase de concertation, la DDTM se tient à la disposition de la population pour recueillir ses réactions, répondre aux questions ou proposer des évolutions du projet en cours. Plus précisément, la concertation comprend :

- La mise à disposition des pièces du PPRIF (rapport de présentation, zonage, règlement) et d'un registre en mairie,

- La mise en ligne des pièces du PPRIF (rapport de présentation, zonage, règlement) sur le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- La possibilité de contacter la DDTM, par mail ou par courrier, pour poser des questions ou proposer des évolutions,
- La mise en place d'une exposition de panneaux en mairie,
- L'organisation d'une réunion publique dans la salle Monseigneur Fabre, le 5 juillet 2016

L'annonce de cette phase de concertation a fait l'objet de communication par voie de presse (annonces légales dans le quotidien La Provence), par affichage dans la commune et sur les sites internet de la Préfecture et de la commune. Par ailleurs, la commune de Roquevaire a effectué un boîtage chez les 3800 habitants concernés par le PPRIF.

Malgré les différents canaux de communication par lesquels la population a été informée de la démarche PPRIF en cours, une faible mobilisation est à noter sur la commune. La DDTM n'a reçu aucun courrier et aucune question n'a été posée sur la boîte électronique mise en place pour l'occasion. Lors de la réunion publique du 5 juillet, une vingtaine de personnes étaient présentes. Les questions ont porté essentiellement sur les mesures de réduction de la vulnérabilité à mettre en œuvre sur l'existant tant par les particuliers (enfouissement des citernes, limitations des haies,...) que par la commune (mise aux normes des voiries, pose d'hydrants...). Une partie du débat a concerné les obligations légales de débroussaillage, mesure importante dans la prévention du risque d'incendie de forêt.

Au regard de ce bilan de la concertation publique, les remarques et observations exprimées n'ont pas justifié de modifications substantielles. Les courriers de transmission du compte-rendu informent le maire de sa consultation à venir au titre des Personnes et Organismes Associés.

L'Enquête Publique a mobilisé une faible partie des résidents des secteurs concernés (34). Les observations du public qui se sont exprimées tant sur les Registres d'Enquête qu'oralement font ressortir des inquiétudes concernant les **nombreuses contraintes et restrictions** engendrés par le projet tels que l'inconstructibilité de leurs parcelles.

La lecture du Mémoire en réponse ainsi que les réunions que le C.E a eu avec le pétitionnaire, les Maire de la commune, les services du SDIS ne laissent aucun doute sur la volonté du Maître d'Ouvrage de mener à bien sa mission

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Après un examen approfondi du dossier, des divers documents récupérés sur divers sites internet, des réunions avec les représentants du pétitionnaire pour mieux appréhender les enjeux de l'enquête,

Après avoir tenu dans la salle du conseil municipal de Roquevaire 5 permanences de 3 heures voire plus pour certaines permanences, n'ayant mobilisé que 34 personnes

❖ Sur la forme et la procédure de l'enquête

Le Commissaire Enquêteur considère que :

- Les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse, l'affichage en Mairie et sur les panneaux officiels de la commune,

- Cet affichage a été maintenu tout au long de l'enquête ainsi qu'il en ressort du PV d'affichage

fourni par M. le maire de Roquevaire.

- La mise à disposition des documents du projet en mairie, a permis une large information de la population,
- Le dossier sur le projet mis à l'enquête, l'était dans de bonnes conditions de consultation et sa composition tout comme son contenu étaient conformes aux textes en vigueur ;
- Les permanences se sont déroulées dans d'excellentes conditions d'organisation.

Toutes les opérations suivantes ont donc été effectuées

- Prescription de l'arrêté après consultation du commissaire enquêteur et de son suppléant
- Publication des avis dans les journaux locaux, et en mairie conformément à la réglementation
- Ouverture et clôture de l'enquête ainsi que la tenue des 5 permanences aux jours et heures prévus dans la salle du conseil municipal de la mairie de Roquevaire où le dossier et le registre ont été tenus à la disposition du public durant les heures d'ouverture de la mairie
- Visite des lieux guidée par un représentant des services techniques de la mairie le 27/10/2016
- Entretien avec M. le Maire et Mme la responsable du Service urbanisme le 13 octobre 2016
- Réunion avec la DDTM, Maître d'ouvrage le 11/10/2016 dans les locaux situés à Marseille – 16 rue Zattara
- Du point de vue information, une réunion publique de présentation du PPRIF suivie d'un débat s'est tenue le 5 juillet 2016 à l'initiative des responsables du PPRIF et avec la participation des représentants de la mairie
- De même la phase de concertation s'est déroulée de juin à août 2016.

On peut donc conclure que toutes les procédures et mises en œuvre de l'enquête se sont correctement déroulées sans incident et avec le soutien logistique de la mairie de Roquevaire.

❖ Sur le fond de l'enquête

Sur les objectifs du PPRIF

Les principaux objectifs que doit remplir un PPRIF ont été mentionnés précédemment. Son établissement est basé sur trois points fondamentaux :

- Etudes techniques avec connaissance du terrain de la zone à traiter dans le PPRIF
- Prescriptions d'équipements supplémentaires et d'équipements à normaliser
- Concertation avec toutes les parties prenantes.

L'étude technique (carte d'aléa, équipements existants,...) a permis de bien cibler les zones à risques. Le principe de précaution a toujours prévalu ce qui doit conduire à une limitation des zones à construire aux parties les moins vulnérables de la commune en cas d'incendie de forêt.

Des travaux ont été spécifiés pour assurer la pérennité du plan et son efficacité en particulier sur les hydrants à normaliser ou à créer et sur les voiries à créer.

Compte tenu de tous ces éléments on peut considérer que les objectifs du PPRIF sont atteints :

- La carte proposée pour le zonage correspond bien en majeure partie à la réalité du terrain telle que la visite des lieux et les divers documents (photos aériennes, satellitaires, ...) nous ont permis de le constater, mis à part quelques erreurs et/ou oublis que le Maître d'ouvrage s'engage à rectifier.
- Grâce à la réglementation accompagnant le plan de zonage, les implantations de construction seront limitées voire interdites dans les zones à risques et la sécurité des personnes et des biens sera améliorée par la prescription d'équipements à normaliser ou à réaliser (hydrants, voiries) et par les prescriptions d'entretien des parcelles (OLD).

Sur la concertation

La concertation entre les différents acteurs du PPRIF et la commune de Roquevaire a permis d'effectuer de multiples « recentrages » sur les différentes zones à risques.

On peut noter qu'il n'y a eu aucune observation portée sur le registre mis à disposition.

Tous ces éléments décrits ci-dessus montrent que le processus de concertation a bien été suivi. On peut seulement regretter l'absence d'observation sur le registre de concertation mis à disposition du public.

Sur la participation à l'enquête publique et les observations du public

Lors des 5 permanences du commissaire enquêteur, il y a eu 34 doléances, requêtes, observations du public dont 28 avec de nombreux documents.

Certaines personnes (6) sont venues consulter ou donner un avis sur le dossier ou remettre leurs requêtes par lettre (28) lors ou en dehors des permanences du commissaire enquêteur ou encore par courrier électronique sur l'adresse mail du CE.

Les personnes venues consulter ou donner leur avis sur le dossier ont surtout demandé des renseignements sur la situation de leurs parcelles au niveau du zonage du PPRIF et également avaient des questionnements sur l'état des voiries, des hydrants et sur le débroussaillage (OLD).

On constate une participation relativement moyenne (34) comparée au nombre d'habitants concernés directement par le PPRIF (3800hab.).

La majorité des requêtes (28) ont concerné une demande de déclassement de zonage pour passer de ZR à ZB.

La commune de Roquevaire a sa zone dense d'habitat au niveau de la zone « plate » longeant l'Huveaune. Cette zone est classée en zone blanche (centre ville) et ne pose donc aucun problème au niveau des incendies de forêts.

Les zones rouges couvrent des espaces boisés avec peu d'habitations en général éparpillées (habitat diffus) et donc difficilement défendables.

Les propriétaires de ces habitations situées en zones inconstructibles dans le futur PLU sont conscients du danger par rapport aux risques incendies mais contestent cependant le zonage de leurs propriétés, en mettant en avant l'absence de boisement ou le remplacement de la forêt par des cultures, ou encore la présence de voies d'accès assez larges pour l'intervention des véhicules de secours.

On peut noter aussi les requêtes formulées par la commune (délibération du conseil municipal du 26 septembre 2016) qui ont fait l'objet d'une réponse favorable de la DDTM.

Au total, sur les 28 demandes de changement de zonage de ZR en ZB, la DDTM n'a donné un avis favorable sous réserve de vérifications, que pour 9 demandes de particuliers et les requêtes de la commune. Ces demandes ont été traitées au cas par cas dans le cadre du Mémoire du Maître d'ouvrage, la DDTM, en réponse aux requêtes et observations formulées par le public et aux remarques du commissaire enquêteur. Un avis sur chaque demande a été donné en ayant soin de

respecter les principes de précaution qui prévalent en matière d'incendie de forêts. Ces demandes, au nombre de 10, ayant fait l'objet d'un avis favorable ou partiellement favorable de la part de la DDTM et du CE feront l'objet d'une recommandation.

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR NOURDINE ASSAS,

- Vu l'arrêté préfectoral non numéroté en date du 29 septembre 2016 portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le Plan de Prévention des risques naturels prévisibles incendie de forêts sur le territoire de la commune de Roquevaire ;

- Vu les avis des POA qui sont soit favorables (Chambre d'agriculture, SDIS) soit favorables avec réserves (Mairie de Roquevaire, CRPF), soit ne se prononcent pas (Conseil départemental, Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile) soit enfin n'ont pas répondu (Conseil régional PACA)

-Vu le bilan de la concertation et de la réunion publique qui s'est tenue le 5 juillet 2016 : une faible mobilisation est à noter sur la commune. La DDTM n'a reçu aucun courrier et aucune question n'a été posée sur la boîte électronique mise en place pour l'occasion.

CONSIDÉRANT QUE :

- L'enquête publique s'est déroulée du 7 novembre au 8 décembre 2016 durant 32 jours consécutifs en mairie de Roquevaire et que les 5 permanences ont permis de satisfaire à l'information du public et à la prise en compte des demandes de reclassement qui ont été formulées par les requérants. L'information du Public a été bien assurée tant par la publicité (affichage en Mairie et sur les divers sites) qui a été faite sur l'ouverture de l'Enquête que par la clarté du Dossier Technique établi par le Pétitionnaire et présenté en permanence au public pendant l'Enquête.
- Toute la population concernée par le projet a pu librement s'exprimer tant directement que par l'intermédiaire des groupements et Associations (dossier d'enquête déposé en mairie de Roquevaire pendant toute la durée de l'enquête soit 32 jours consécutifs)).
- Un nombre moyen de doléances (34) ont été mentionnées sur le registre déposé à cet effet en mairie et qu'une large majorité de ces demandes (28) mettent l'accent sur le défaut de mise à jour de la carte parcellaire, de l'absence de prise en compte de la réalité du terrain concernant le boisement de leurs parcelles et contestent le zonage dans lequel se trouvent leurs propriétés
- Le Mémoire en Réponse du pétitionnaire répond point par point aux observations et requêtes formulées par le public et aux remarques faites par le Commissaire enquêteur.
- Le PPRIF est un outil de planification indispensable à mettre en place pour assurer :
 - Les actions de prévention nécessaires à la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque incendie de forêt
 - La maîtrise de l'urbanisation dans les zones particulièrement sensibles aux incendies de forêt

et qu'à cet effet, il identifie les zones exposées et les classe en fonction du niveau de l'aléa, des enjeux présents en terme d'habitat, de constructions et d'aménagements publics ou privés, ainsi que de la pertinence des équipements existants (hydrants et voiries) constituant les moyens de défense contre l'incendie

- Le PPRIF destiné à s'appliquer sur le territoire de la commune de Roquevaire concerne à la fois une partie importante de la population locale et un territoire dont les espaces naturels et boisés représentent près de 60% du territoire communal
- Le PPRIF vaut servitude d'utilité publique et s'impose en conséquence aux documents d'urbanisme existants dont notamment le PLU et aux autorisations attribuées. Et que suite à l'approbation du PLU en 2017, 91% du territoire communal deviendront inconstructibles
- La mise en place d'un PPRIF implique la participation de nombreux acteurs (commune, services de l'Etat/DDTM-Pôle risques ; ONF ; SDIS ; Département ; Région ; Chambre d'Agriculture...) susceptibles d'apporter par leur connaissance du milieu environnemental une vision éclairée de la manière de concevoir au mieux et au plus juste l'élaboration du PPRIF et de mettre en œuvre une politique d'aménagement de la forêt de manière à réduire au minimum la survenue d'incendie au sein des massifs. Qu'il convient en conséquence que le PPRIF tienne compte des projets de travaux susceptibles d'impacter favorablement le niveau des défenses servant à la lutte contre l'incendie (hydrants, bornes normalisées, voiries réglementaires permettant le passage des engins de secours et leur retournement...).
- Sur le projet de zonage présenté lors de l'enquête publique, de nombreuses observations ont fait état de l'ancienneté des documents ayant servi à la réalisation du zonage (photos aériennes, matrices cadastrales, état de la végétation actuelle non pris en compte...) ce qui peut conduire à l'absence de prise en considération de modifications notables apportées tant à l'état actuel des constructions et équipements existants qu'à celui de la consistance du tissu végétal par déboisement et mise en œuvre de cultures diverses ou encore par débroussaillage à +/- grande échelle suivant les secteurs
- 60% du territoire communal est soumis à la réglementation du Code forestier relative aux OLD (Obligations Légales de Débroussaillage) ; que le respect de ces OLD touche aussi bien les biens publics que privés ; qu'il importe de veiller impérativement à la bonne réalisation de cette mesure. Il faut noter à ce sujet que d'après le SDIS 80% des OLD ne sont pas respectées ; cette situation ne peut qu'alimenter les causes de départ de feux.

En conséquence de tout ce qui a été exposé précédemment,

EMET UN AVIS FAVORABLE AU PROJET DE PPRIF SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE ROQUEVAIRE

Avec les 4 recommandations suivantes :

1/ Tenir compte des opérations de prévention en cours ou à réaliser sur les cinq prochaines années dans le cadre de l'action conduite en matière de DFCI en sachant que dès 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence aura la compétence pour l'eau et la voirie.

2/ D'opérer avant toute application du zonage à un réexamen des lieux litigieux en raison de l'ancienneté ou de la non actualisation des documents tels que la carte parcellaire ou la carte des hydrants.

3/ De faire application dans la carte définitive de zonage des doléances et réserves émises par la commune dans les délibérations du conseil municipal en date du 26 septembre 2016 (avis des POA).

4/ De tenir compte dans le zonage définitif des modifications à apporter concernant les 9 requêtes formulées par les résidents dans le PV des doléances ayant reçu un avis favorable (cf. Mémoire en réponse du Maître d'ouvrage). Ces modifications que la DDTM s'est engagée à réaliser après vérification concernent les demandes de changement de zonage de ZR en ZB de :



Fait à Marseille le 8 janvier 2017

Le Commissaire Enquêteur Nourdine ASSAS

